

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 23.11.2023

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de Bonaire pour 2023**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

vu la décision (UE) 2021/1764 du Conseil du 5 octobre 2021 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à l'Union européenne, y compris les relations entre l'Union européenne, d'une part, et le Groenland et le Royaume de Danemark, d'autre part<sup>2</sup>, et notamment ses articles 81 et 82, rendant applicable l'article 23, paragraphe 2, du règlement (UE) 2021/947,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre de l'appui budgétaire sectoriel au secteur de l'eau et de l'assainissement à Bonaire, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel, pour 2023. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) L'action prévue dans la présente décision devrait contribuer à l'intégration du climat et de la biodiversité, conformément à la communication de la Commission intitulée «Le pacte vert pour l'Europe»<sup>4</sup> et à l'accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 355 du 7.10.2021, p. 6.

<sup>3</sup> Voir [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> COM(2019) 640 final du 11 décembre 2019.

<sup>5</sup> JO L 433I du 22.12.2020, p. 28.